

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°AP-2024-04-DREAL
portant prescriptions complémentaires encadrant la prolongation courte de l'autorisation
d'exploiter l'ISDND – Cendres et mâchefers

Société SOLVAY FRANCE
Commune d'Abergement-la-Ronce (39500)

LE PRÉFET DU JURA
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement, partie législative, relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L.511.1 définissant la nature des enjeux à protéger au travers de cette réglementation ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14 et R.181-45 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral n°AP-2019-30 du 25 juillet 2019 modifié, codifiant et renforçant les prescriptions applicables à la société Solvay Opérations France ;

Vu l'arrêté préfectoral n°AP-2021-50-DREAL du 21 octobre 2021 autorisant la société SOLVAY FRANCE à se substituer à la société SOLVAY OPERATIONS FRANCE pour l'exploitation de l'ensemble de ses activités situées dans l'enceinte de la plate-forme chimique de Tavaux ;

Vu le courrier de l'exploitant daté du 6 novembre 2023 et le dossier joint, relatifs à la demande de prolongation d'autorisation de l'ISDND du site pour une durée de 7 ans ;

Vu le courrier de l'exploitant daté du 30 novembre 2023 révisant cette demande pour une durée de 2 ans, et ne concernant que la finalisation d'exploitation du casier C4 et l'exploitation du casier C5 ;

Vu le courrier du 13 décembre 2023 informant l'exploitant que le projet de prolongation de 2 ans constitue une prolongation courte jugée comme une modification non substantielle ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 2 janvier 2024 ;

Considérant que l'installation faisant l'objet de modifications est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral n°AP-2019-30 du 25 juillet 2019 modifié susvisé ;

Considérant que l'exploitation de l'installation n'est autorisée que jusqu'au 31 décembre 2023 par l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2019 susvisé ;

Considérant que la prolongation est justifiée par une sous-exploitation de l'installation de stockage par rapport à sa capacité autorisée, notamment du fait des efforts de valorisation des cendres appliqués par l'exploitant ;

Considérant que la prolongation n'est sollicitée que pour une durée de 2 ans supplémentaires ; que le rythme maximal de dépôt de déchets est sensiblement diminué dans le cadre de cette prolongation, au regard de l'autorisation initiale (respectivement 12 000 t/an et 22 000 t/an) ; que cette prolongation n'entraîne pas d'extension géographique par rapport aux surfaces déjà autorisées ; qu'elle ne concerne que l'exploitation de deux casiers déjà construits, sans entraîner d'anthropisation de surfaces supplémentaires ;

Considérant que la prolongation n'entraîne aucune modification de la nature ou de l'origine des déchets mis en dépôts, qui restent de nature incombustibles et non biodégradables ;

Considérant que les risques et impacts associés à la prolongation sollicitée seront sensiblement diminués au regard de ceux associés à l'autorisation initiale de cette installation ;

Considérant que l'installation reste considérée, dans le cadre de cette prolongation, comme une installation interne et mono-déchet au sens de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié susvisé ; que son exploitation ne requiert pas d'usage d'eau et ne nécessite pas de plan de défense contre l'incendie du fait de la nature exclusivement incombustible des déchets admissibles ;

Considérant que cette prolongation est considérée par conséquent comme une modification notable et non substantielle au sens de l'article R.181-46-II du code de l'environnement ;

Considérant que le géotextile de protection du casier C5 a fait l'objet de dégradations depuis sa construction, et nécessite que son dossier technique soit mis à jour après application des réparations nécessaires, avant toute mise en dépôt de déchets dans ce casier ;

Considérant que cette prolongation ne nécessite pas de modification du plan de phasage ni du plan d'implantation des piézomètres annexés au titre 3-A-2 de l'arrêté préfectoral du 25 juillet 2019 modifié susvisé ;

Le pétitionnaire entendu ;

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture du Jura ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

La société SOLVAY France dont le siège social est situé au 9, rue des Cuirassiers – Immeuble Solex 2 Solvay – 69 003 LYON, est tenue, pour son établissement de Tavaux (39), de respecter dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de Monsieur le Préfet les dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 : ABROGATION

Les dispositions du titre 3-A-2 « *DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE CENDRES ET MÂCHEFERS ISSUS DU FONCTIONNEMENT DU GÉNÉRATEUR A CHARBON* » de l'arrêté préfectoral n°AP-2019-30 du 25 juillet 2019 modifié sont abrogées et remplacées par le titre 3-A-2 en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 3 : PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société Solvay France.

ARTICLE 4 : DÉLAI ET VOIE DE RECOURS

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Besançon :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié ;

2° par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

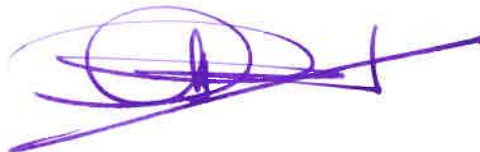
ARTICLE 5 : EXÉCUTION

La secrétaire générale de la préfecture de Lons-le-Saunier, Madame la Sous-Préfète de Dole, le Maire de L'Abergement-la-Ronce, ainsi que le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée ainsi qu'au :

- Conseils municipaux de L'Abergement-la-Ronce, Aumur, Champvans, Choisey, Damparis, Gevry, Saint-Aubin, Tavaux, Samerey ;
- Directeur départemental des territoires du Jura ;
- Directeur départemental des territoires de la Côte d'Or ;
- Délégué territorial de l'Agence régionale de santé du Jura ;
- Chef de la Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations ;
- Chef de l'UiD Jura et Saône-et-Loire de la DREAL ;
- Chef du Service interministériel de défense et de protection civile du Jura ;
- Directeur départemental du service incendie et de secours du Jura ;
- Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne – Franche-Comté à Besançon ;
- Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne Rhône-Alpes/UD à Villeurbanne.

Fait à LONS-LE-SAUNIER, le 5/01/2024

Le Préfet,



Serge CASTEL